

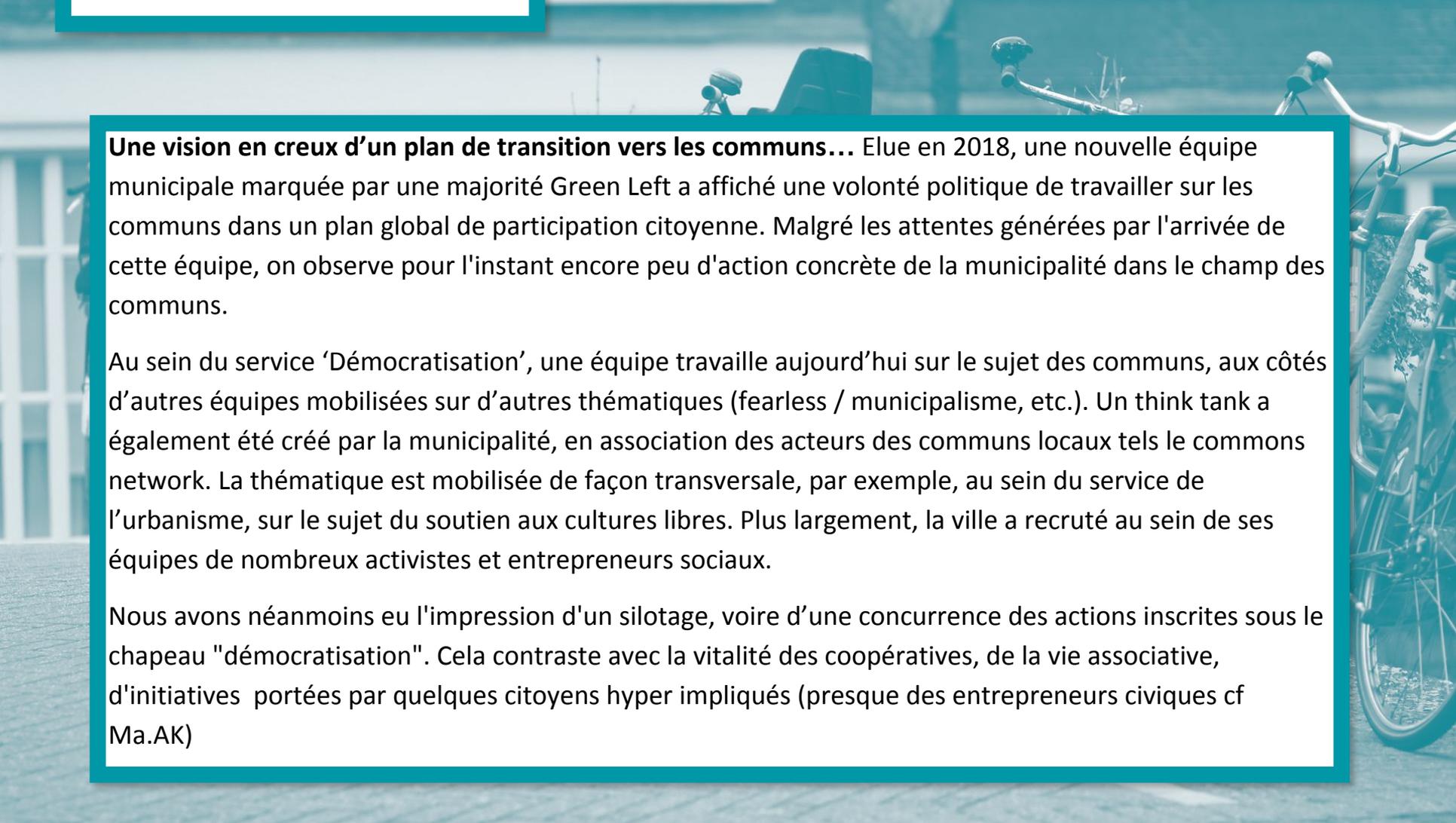


Enacting the commons

ETC#5 - AMSTERDAM

9-12 DEC 2019

Journal de bord



Une vision en creux d'un plan de transition vers les communs... Elue en 2018, une nouvelle équipe municipale marquée par une majorité Green Left a affiché une volonté politique de travailler sur les communs dans un plan global de participation citoyenne. Malgré les attentes générées par l'arrivée de cette équipe, on observe pour l'instant encore peu d'action concrète de la municipalité dans le champ des communs.

Au sein du service 'Démocratisation', une équipe travaille aujourd'hui sur le sujet des communs, aux côtés d'autres équipes mobilisées sur d'autres thématiques (fearless / municipalisme, etc.). Un think tank a également été créé par la municipalité, en association des acteurs des communs locaux tels le commons network. La thématique est mobilisée de façon transversale, par exemple, au sein du service de l'urbanisme, sur le sujet du soutien aux cultures libres. Plus largement, la ville a recruté au sein de ses équipes de nombreux activistes et entrepreneurs sociaux.

Nous avons néanmoins eu l'impression d'un silotage, voire d'une concurrence des actions inscrites sous le chapeau "démocratisation". Cela contraste avec la vitalité des coopératives, de la vie associative, d'initiatives portées par quelques citoyens hyper impliqués (presque des entrepreneurs civiques cf Ma.AK)

Du côté des acteurs de la société civile, les relations avec la municipalité varient au cas par cas :

- partenariats concrets pour la Waag Society et Ma.ak2020
- posture de revendication juridique plutôt que illégalité en vue de "l'autonomie dans la ville" du point de vue de la coopérative KasKantine
- bienveillance mutuelle mais peu d'interactions concrètes pour les coopératives d'énergie/care

Du point de vue de la municipalité:

- une posture "d'aide au citoyen à lancer ses propres projets" plutôt que de "grand chef d'orchestre du tissu économique et associatif"
- la notion de "communs" suscite un vif intérêt mais reste aujourd'hui approprié uniquement par une certaine classe sociale, il y a d'autres urgences sociales à traiter
- on continue doucement à travailler sur le récit en interne et en externe, à expérimenter sur des sujets de plus en plus complexe techniquement (du jardin partagé à la gestion des déchets) et juridiquement (de la subvention jusqu'à la coopérative et le "right to challenge")

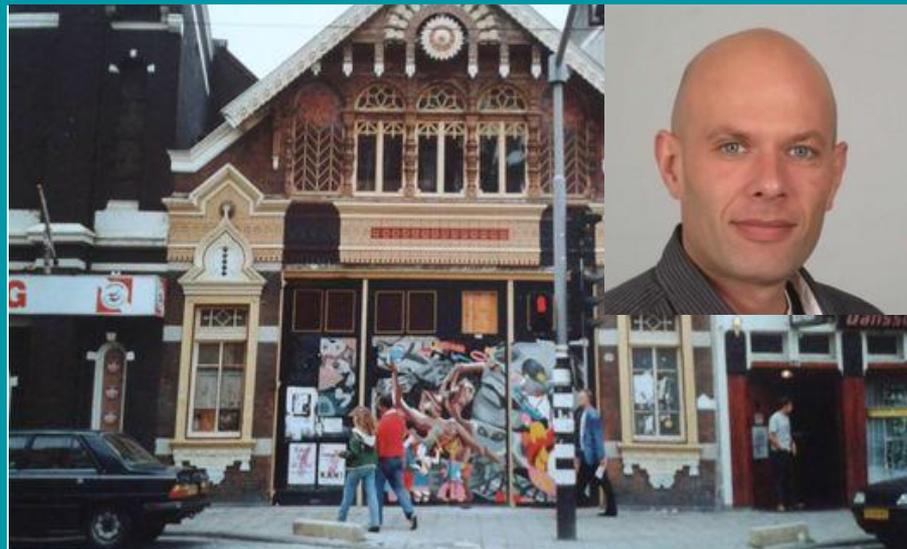
Pour ce qui est de la mise en réseau des acteurs au niveau local, une vraie difficulté à fédérer les acteurs autour de la notion de "communs », entre intérêt et reconnaissance de l'apport des communs à l'agenda municipaliste et méfiance sur l'apparition de ce concept et l'engouement suscité :

- une notion encore un peu "hors sol" portée par des gens en dehors du tissu associatif principalement (European Cultural Foundation, Commons Network et De Meent)
- De Meent: peu d'intérêt et de temps disponible pour les acteurs de projets concrets à se réunir pour porter un projet global, chaque domaine étant spécifique--> on se réoriente vers un "réseau professionnel de commoners"

**Ville d'Amsterdam /
aménagement urbain**

Julian Jansen

**#pression foncière
#lieux autogérés
#plannification urbaine**



“Je ne suis pas un fonctionnaire ordinaire, mais dans mon département je ne suis pas le seul !”

“Amsterdam a une tradition de contre-culture aujourd’hui menacée, qui doit être protégée”

A propos...

Julian Jansen est **urbaniste à la ville d'Amsterdam**. Il a été très engagé bénévolement dans des lieux auto-gérés et a fait son projet de diplôme sur la **culture underground**.

Il participe actuellement à l'élaboration d'une "**free spaces policy**" destinée à préserver le développement de lieux non commerciaux, spontanés et auto-gérés, occupés temporairement ou de manière permanente, en réservant des terrains dans les plans d'urbanisation. L'existence de ces "espaces libres" est aujourd'hui menacée par la pression sur le foncier. Même si la Ville possède 70% des terrains, elle doit aujourd'hui faire face à une pression démographique et financière forte (+10% population/an).

L'arrivée de la nouvelle coalition à la Ville se traduit par des évolutions progressives, et non pas radicales, car la société néerlandaise est **une société de compromis**.

L'origine de son implication sur les communs

Les lieux auto-gérés sont des communs, et la méthode employée pour l'élaboration de cette nouvelle politique des "espaces libres" vise à rassembler experts du sujet, citoyens et administrations. Un **travail collectif de définition des critères pour occuper ces espaces** est en cours de définition, qui rejoint les problématiques des communs (gouvernance, inclusivité ...). Des expérimentations vont être menées pour tester différents modèles de relations entre la Ville et les habitants

Les questions "tricky" :

- => Comment éviter la compétition entre les projets d'"*espaces libres*" ? Comment choisir ceux qui bénéficieront des terrains réservés ?
- => Comment éviter l'excès de régulation publique que craignent les activistes ?
- => Comment protéger et capitaliser sur les initiatives existantes ?

**Ville d'Amsterdam - Direction
de la participation citoyenne**

**Nathalie Van Loon et
Roos Van den Abeelen**



**#democratisation
#consensus
#communsetactionpublique**

**“l'écosystème des communs est dynamique
mais encore fragile”**

A propos

Nathalie Van Loon et **Roos Van den Abeelen** travaillent à la Ville d'Amsterdam au sein de la direction de la participation citoyenne. Nathalie est responsable de ce service de 15 personnes et Roos est juriste au sein de l'équipe. Toutes deux ont un passé actif dans la société civile (entreprenariat social et juriste spécialisée sur les droits de l'homme).

Ce qu'elles entendent par "communs" :

- une gestion des ressources par les citoyens et qui crée de la valeur.
- C'est la définition retenue après une année d'appropriation de la notion de commun et discussion avec le "deputy mayor".

La Ville a reçu le **plan Ma.ak020** (cf article précédent) avec vif intérêt (relu directement par l'équivalent du DGS) même si les contributeurs ne sont que partiellement représentatifs de la société amstellodamoise. La mise en oeuvre opérationnelle reste encore à définir.

L'origine de leur implication sur les communs Depuis 2018 se fait en réponse au développement d'un écosystème local sur les communs et aussi en lien avec une nouvelle loi qui impose la participation citoyenne dans les politiques publiques, à partir du 1er janvier 2020.

L'objectif (et la méthode) est de s'appuyer et **d'encourager l'existant**, les initiatives bottom-up plutôt que d'impulser les initiatives en tant que municipalité.

Par exemple, cela s'est d'abord traduit sur les enjeux de l'énergie et de l'alimentation avant de s'ouvrir plus récemment sur les projets urbains (cf Joachim Meerkerk).

Les 3 points-clés selon N. van Loon pour un soutien public aux communs :

- construire **un nouveau récit** via les communs
- utiliser et développer des **outils légaux**
- **mettre à disposition les ressources disponibles** (lieu, financement, conseils,...)



Ma.ak020

Fernando Suarez et Nies
Medema

#Economyforthecommonsgood
#socialagreement



“Economy for the Common Good Movement is all about transition, all about the future. We have to change the democratic system and the economy and both go together”

Ma.ak020 est une initiative qui a été lancée en amont des élections municipales de 2018. Elle a réuni des « commoners » engagés et actifs depuis longtemps dans la vie locale qui ont vu dans les élections l'occasion d'envoyer ensemble un signal fort à la municipalité. Les 10 têtes de liste en campagne ont accepté la proposition de développer un « accord social pour Amsterdam ».

L'histoire :

Ma.ak020 est un système militant sans cadre formel. "Ma" veut dire society, "Ak" accord, 020 est le code postal d'Amsterdam et le mot « make » en anglais désigne le « faire ensemble ».

Le mouvement a été initié et conduit par des militants de la transition, désireux d'engager des transformations du système démocratique et de l'économie (pour une économie durable, solidaire et éthique).

La Ville leur a donné pour mission, il y a deux ans, de travailler sur des sujets complexes avec toutes sortes d'acteurs de bonne volonté, triés sur le volet, en raison de leur engagement, de leur connaissances et de leur capacité à agir. Au total, **400 personnes** ont été consultées.

En un mois et demi, 41 tables de discussion se sont tenues sur différents thèmes (santé, éducation, économie, logement, espace public etc...) avec plus de 1000 participants. L'approche est bien différente de celle du « Grand Débat » ou de la consultation. Il y a une vraie volonté d'aller plus loin. L'objectif est d'aller vers le compromis, de trouver les points de convergence sur les différents enjeux identifiés et abordés par le « Contrat Social ». Il s'agissait ainsi de rédiger un programme d'action regroupant un maximum d'acteurs pour donner du poids à la démarche en favorisant le croisement des points de vue. C'est parce que les problèmes contemporains sont trop complexes pour n'être résolus que par la collectivité ou que par les citoyens qu'il faut mettre autour de la table les différents regards et expertises (universités, collectivités, habitants, militants,...)

Bien entendu, le processus a été critiqué mais au final une **centaine de propositions**, faites de principes généraux ou d'actions spécifiques, ont été listées. Le travail d'écriture de l'accord a débuté, en partenariat avec la mairie d'Amsterdam suite aux élections. L'écriture a pris plusieurs formes : moment d'idéation, formation de groupes de travail, festival pour l'écriture de la « liste des 100 points ». La liste comprend les mesures, les effets attendus et des exemples.

L'aboutissement de ce travail de co création a pris corps avec l'arrivée de la nouvelle équipe municipale au pouvoir (green/leftwing). Sans cette démarche collective la municipalité n'aurait pas eu de telles idées. L'accord présenté le 9 novembre 2019 a été signé par la nouvelle municipalité et le coût de l'opération pour celle-ci s'est élevé à 200 000€.

Maintenant s'ouvre la seconde étape, celle de **la mise en œuvre** et le groupe de militant qui a réuni plus de 20 organisations entend suivre et évaluer de près les actions engagées.



Commons Network

Thomas de Groot &
Sophie Bloemen



#Explorer les communs
#cartographier #Think-Tank

A propos

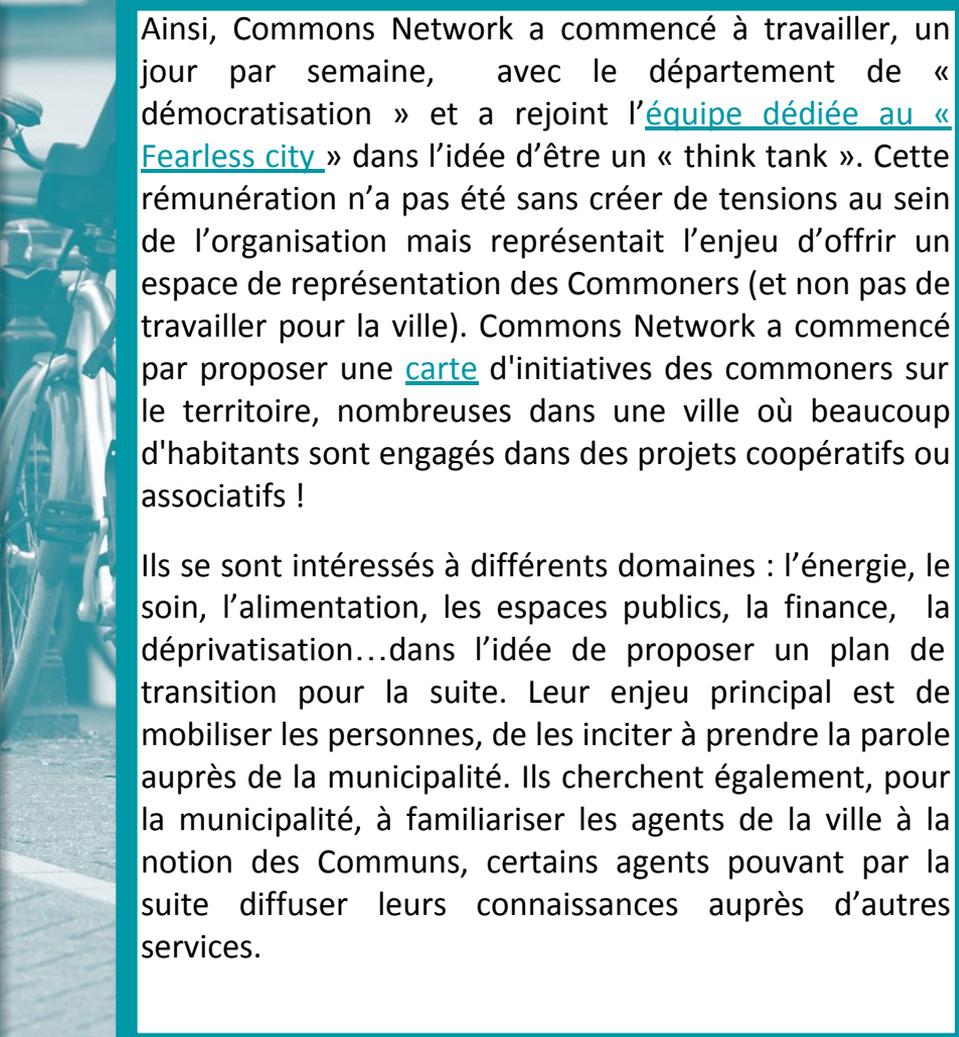
[Commons Network](#) est une organisation fondée en 2014 à Berlin qui cherche à construire un réseau, à promouvoir et à défendre les Communs à travers l'Europe. Ils travaillent depuis de nombreuses années avec des municipalistes espagnols, mais ont également des liens forts avec leur antenne à Berlin notamment sur la question du logement. En Belgique des échanges sont en cours avec des responsables politiques.

Aux Pays Bas, Commons Network est à l'initiative de l'Assemblée des Communs qui devrait voir le jour en janvier (statuts en cours de création)

Avec la ville d'Amsterdam

Pour la ville d'Amsterdam, Commons Network est en charge d'animer une mise en réseaux des acteurs locaux et met en œuvre des programmes de recherches/actions pour l'accompagnement des commoners.

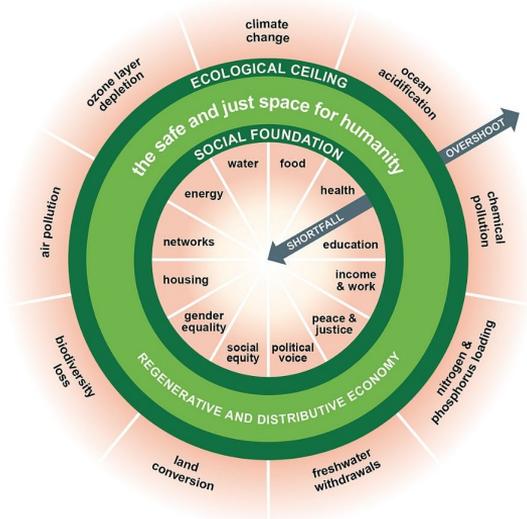
A Amsterdam la dynamique des Communs est partie des communs de la connaissance, de l'accès à la propriété intellectuelle. Lors de l'arrivée de la nouvelle coalition à la Mairie d'Amsterdam, deux éléments ont été mis en avant : devenir une « [fearless city](#) » et favoriser l'émergence des Communs.

A person riding a bicycle on a paved path, partially visible on the right side of the page. The image is overlaid with a semi-transparent teal box containing text.

Ainsi, Commons Network a commencé à travailler, un jour par semaine, avec le département de « démocratisation » et a rejoint l'[équipe dédiée au « Fearless city »](#) dans l'idée d'être un « think tank ». Cette rémunération n'a pas été sans créer de tensions au sein de l'organisation mais représentait l'enjeu d'offrir un espace de représentation des Commoners (et non pas de travailler pour la ville). Commons Network a commencé par proposer une [carte](#) d'initiatives des commoners sur le territoire, nombreuses dans une ville où beaucoup d'habitants sont engagés dans des projets coopératifs ou associatifs !

Ils se sont intéressés à différents domaines : l'énergie, le soin, l'alimentation, les espaces publics, la finance, la déprivatisation...dans l'idée de proposer un plan de transition pour la suite. Leur enjeu principal est de mobiliser les personnes, de les inciter à prendre la parole auprès de la municipalité. Ils cherchent également, pour la municipalité, à familiariser les agents de la ville à la notion des Communs, certains agents pouvant par la suite diffuser leurs connaissances auprès d'autres services.

Ils ont présenté leur travail à la Ville en septembre (six documents d'exploration) et sont actuellement en négociation avec la municipalité. Celle-ci met pour l'heure davantage en avant l'idée de fearless city et une approche économique inspirée de la Doughnut Economy.



Les Communs souhaitent avoir une place dans cet agenda. Commons Network propose la mise en place d'un incubateur (cf Barcelone activa) , d'une école des communs, "School of commoning" qui développe une culture du changement pour les agents de la ville mais aussi pour les commoners, etc.

Ils ont également porté d'autres propositions via leur étude. Par exemple l'un des documents était dédié à l'énergie et à une réflexion sur la possibilité d'une gestion en communs notamment via le développement des coopératives. Mais leur travail n'était pas de faire des recommandations, ils souhaitent susciter de la réflexion. Ainsi le document relatif au « care » a permis de dépasser l'idée du soin, pour réfléchir à l'environnement des personnes. Commons Network aimerait poursuivre ses réflexions sur la question des données, du numérique.

WAAG SOCIETY

Socrates Schouten

#Technologyisnotneutral
#datacommons

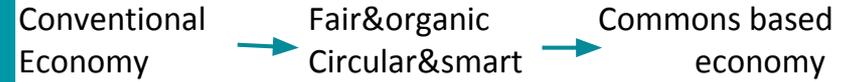


“The internet is broken”
How does technology impact society? How
can we keep control?

Créée il y a 25 ans, la **Waag society** est une fondation néerlandaise qui s'intéresse au croisement entre science, technologie et art. En reconnaissant que la technologie n'est jamais neutre, ils travaillent à la rendre plus ouverte, plus inclusive et plus juste.

La question des communs était présente en filigrane dans leurs projets depuis longtemps. Mais en 2017, elle a été formalisée par la mise en place d'un **laboratoire des communs** (Commons Lab), à un moment où les discours politiques se sont, eux aussi, emparés de la question.

Il y développe de nombreux projets comme par exemple le **genecoop** qui cherche à interroger comment on pourrait se réapproprier notre ADN, en opposition aux entreprises américaines qui récupèrent notre ADN en vendant des kits pour tout savoir sur sa généalogie et ascendance.



Et quels rôles pour les pouvoirs publics?

- faire attention à la cohérence des différentes politiques : on ne peut pas soutenir d'un côté les communs urbains et de l'autre des occupations temporaires "commerciales" qui mènent à de la gentrification.
- Nouvelles pratiques inclusives : budget participatif, etc.
- Attention : "si la collectivité est trop impliquée, est-ce que c'est encore un commun?"

→ **Pour aller plus loin :**

- [A digital city for and by everyone](#)
- le [CommonsLab](#)
- Cyborg Manifesto, version [française](#) et version [anglaise](#)

**De Meent
Op de Stip**

Jens Kimmel

**#réseau de commoners
#parlements citoyens**



www.demeent.eu

“Il est urgent de créer une structure permanente qui permette les échanges entre commoners de différents domaines et d’apprendre les uns des autres”

Nous avons rencontré Jens Kimmel pour qu'il nous raconte deux projets phare auquel il contribue ou a contribué :

De Meent est une association en cours de création (1ère assemblée le 21/12!) pour **rassembler les commoners des Pays Bas et les rendre plus visibles**, dans une visée de transformation sociale. Le travail a d'abord porté sur la **cartographie** des initiatives (avec Commons network), notamment pour identifier ceux qui font des communs sans s'en revendiquer (la moitié d'entre eux sur la carto ...)

Jens a auparavant porté le projet de **parlement citoyen** Op de Stip, pour faire dialoguer citoyens, agents et élus sur des sujets proposés librement et choisis par un vote en ligne (par ex : la sécurité incendie, l'accueil des réfugiés dans un quartier, la coupe d'arbres dans un parc ...). 12 sessions en 2 ans, avec plus ou moins de succès. Le dispositif est en veille aujourd'hui ...

L'origine de son implication sur les communs

Son intérêt pour le collectif, la chose publique, les expérimentations de démocratie directe (parlement citoyen, tirage au sort ...)

A creuser :

→ Les nouveaux **Community rights** qui viennent de GB et des US :

- *right to challenge* (=des communautés locales peuvent se saisir d'un pan d'action ou d'équipement public si elles pensent pouvoir organiser mieux que le gouvernement /vient d'entrer dans le droit NL),
- *right to bid* (= sorte de droit de préemption citoyen sur des maisons vacantes)

Après-midi Coopératives

Jurgen Van Der Heijden,
Thjis de Jong,
...

**#Transition #Solidarité
#Quartiers**



“Cela fait 15 ans qu’on agit, l’expertise se trouve du côté des citoyens, des coopératives”

Les coopératives d'énergie

Amsterdam Energie est une coopérative d'énergie qui partage avec d'autres coopératives une licence de producteur d'électricité. XX (750 ?) coopérateurs pour XX kW de PV installés. Des acteurs privés et publics peuvent en faire partie mais pour le moment les coopérateurs sont tous des citoyens.

Le fonctionnement est assuré par **deux salariés** qui travaillent respectivement 1 et 2 jours par semaine ainsi que sur un peu de travail bénévole. Une AG annuelle fixe les grandes orientations.

L'objectif des coopératives de production d'électricité renouvelable est double:

- diriger l'investissement vers les citoyens
- impliquer davantage les citoyens dans la transition énergétique.

Pour pouvoir produire plus de puissance, Amsterdam Energie envisage de co-investir dans des éoliennes.

L'émergence des coopératives?

- Transposition des directives européennes qui ouvrent la production d'électricité à la concurrence (et donc aux coopératives) depuis une dizaine d'années
- 50% de la production renouvelable devra être possédée par des coopératives d'ici à 30 ans (réglementation nationale)
- les coopérateurs sont dispensés d'une taxe d'énergie
- soutiens indirects de la municipalité (organisation d'évènements, relai d'informations, etc.).

Quelles sont les principales difficultés?

- l'implication des coopérateurs est faible et concerne principalement les personnes retraitées, même si des jeunes arrivent très récemment
- économiquement ce n'est pas particulièrement stimulant aujourd'hui de s'engager dans les coopératives, on ne peut notamment pas changer de fournisseur (et obtenir les bonus financiers associés à ce changement)

Les coopératives de santé / bien être

Elles ont pour objectif d'offrir une **offre de santé complémentaire et/ou de meilleure qualité** en s'appuyant sur des réseaux de solidarité de proximité favorisant l'implication des habitants.

A l'échelle d'un quartier, elles luttent contre l'isolement des personnes malades, assurent un suivi, un accompagnement et vont parfois jusqu'à assurer elles-mêmes certains soins.

Dans un contexte de plus en plus difficile sur les questions d'accès à des soins et à un accompagnement de qualité, ces coopératives, nées il y a environ 10 ans, ont connu un **essor fulgurant**. On en compte plus de 800 aujourd'hui !

Ces coopératives se sont structurées en un réseau national (financé par l'Etat) qui assure accompagnement, plaidoyer, veille,...

A Amsterdam, les relations avec la Ville se mettent en place depuis 2018 (changement de majorité) mais restent assez peu importantes.

Relations avec l'acteur public :

- Si des législations nationales favorables ont pu être mises en place, les relations restent faibles.
- Certaines idées de soutien financier (par le Climate Fund) ou d'appui technique (accès à des toits, à des lieux,...) ont tout de même pu être évoqués.
- Au fond, les coopératives semblent davantage croire dans leur capacité à se fédérer qu'en un fort soutien public. Les volontés d'indépendance sont très affirmées.

Relations avec le mouvement des communs :

- "Ils découvrent aujourd'hui ce que nous faisons depuis 15 ans... Mais nous les accueillons chaudement !" Cette phrase résume bien la relation entre coopératives et communs. Si ces derniers sont plutôt bien accueillis (on leur reconnaît d'avoir su pousser l'idée des communs au niveau de la Ville), on observe une certaine méfiance et incompréhension entre ces acteurs.



**Initiative citoyenne &
énergie en commun**

Willem Kerkhoven

**#Panneaux solaires
#energie citoyenne
#Réglementation favorable**

“This has never been done before”
“We didn’t need anything from the city,
except from legal advices”

Willem Kerkhoven fait partie du **comité "soutenabilité"** de son lotissement (Marcantilaan, Amsterdam). Ce comité informel a pour objectif de réfléchir sur des potentiels moyens d'améliorer l'impact énergétique du quartier. Il regroupe 8 personnes : une personne représentante des locataires en logement sociaux, une personne représentante des colocations et 6 propriétaires d'appartements.

Au sein de ce comité, l'idée d'installer des **panneaux solaires** sur les toits des immeubles a émergé et c'est Willem qui a pris en charge la gestion de cet ambitieux projet (**750 panneaux** au total!).

Aux Pays-Bas, les coopératives ont le vent en poupe mais plus particulièrement, il y a 7 ans, une nouvelle loi a facilité l'émergence de coopérative d'énergie dans le logement collectif. Auparavant, les règles étaient assez floues en dehors du schéma de la maison individuelle.

Enfin, pour des questions de licence, le comité a rejoint la coopérative [Amsterdam Energie](#) et a bénéficié de ses conseils et de son expertise.

→ **Quelles valeurs ce projet a-t-il créé?**

- Création de liens entre voisins
- Le comité "soutenabilité" va continuer à explorer d'autres sujets comme les murs végétalisés, etc.

→ **Quel rôle peut jouer la collectivité?**

- La ville n'a pas été réellement présente mais nous n'avions pas réellement besoin de son aide. Par contre, un accompagnement et une expertise juridique sur certains sujets précis auraient été bénéfiques.
- La visite du roi a cependant été un élément facilitateur pour embarquer les différentes parties prenantes dans le projet et faciliter les discussions

→ **Quels freins?**

- Extrêmement chronophage. C'était le premier projet de cet ampleur et dans ce contexte (logement collectif avec une partie propriété privée et une partie logements sociaux). Willem espère que le projet pourra servir de modèle type pour faciliter le montage de projets dans d'autres quartiers.

EUROPEAN CULTURAL FOUNDATION

Vivian Paulissen, Tsveta
Andreeva, Violante Torre

#Europe #Activisme
#Financementsencommun



“A l’origine de notre engagement sur les communs, le soutien aux mouvements pour la liberté d’expression et aux activistes européens. A titre personnel, j’ai assisté à la conférence Fearless cities à Barcelone, qui m’a profondément marquée.”

A propos...

La Fondation européenne de la culture a été créée en 1954 à Genève sous l'impulsion de Denis de Rougemont, Robert Schuman et le prince Bernhard des Pays-Bas. Installée à Amsterdam depuis 1960, elle part du constat que la culture est une ressource primordiale pour repenser et reconstruire l'Europe comme un espace démocratique, inclusif et ouvert. Aujourd'hui, elle agit via trois moyens d'actions : le soutien à des projets culturels et citoyens, le plaidoyer et la mise en valeur des projets les plus inspirants, la facilitation de coopération et d'échanges entre les acteurs culturels européens, des initiatives citoyennes aux décideurs européens.

La Fondation a initié en 2013 un travail sur les communs avec l'initiative [Connected action for the commons](#). Elle anime aujourd'hui un projet de coopération européen [Cultural and Creative Spaces & Cities](#), dont l'objectif est de rassembler collectivités et lieux culturels pour penser ensemble les nouveaux défis urbains en s'appuyant sur les notions de commun et de co-créativité

L'origine de leur implication sur les communs, la volonté de soutenir des activistes qui, en Europe, travaillaient, sous diverses formes (creative commons, free culture, DIY media makers ...) sur la question de la liberté d'expression, dans un moment où celle-ci était menacée dans plusieurs pays européens. Tous partageaient une référence aux communs. Ils ont donc intégré cette notion comme un facteur de transformation, un nouveau paradigme. Peu à peu, cela les a mené à imaginer de nouveaux programmes, mais aussi de nouvelles manières de travailler avec les organisations qu'ils financent.

Les programmes de soutien aux communs

Le premier programme sur la question, Connected action for the commons, a mobilisé des groupes de personnes qui, en Moldavie, Pologne, Espagne, Suède, France, etc. à travers la culture, réclament de reprendre le contrôle de leurs villes et des décisions qui les affectent. Le mot 'communs' garde bien sur des significations différentes en fonction des contextes. Le projet a permis de produire le livre [Build the city](#) - perspectives on culture and commons. Néanmoins, il reste difficile de gagner l'attention de grosses fondations, et même de leur Conseil d'administration autour du sujet.

Dans le cadre de leur nouveau programme **“Cultural and creative spaces and cities”**, la Fondation participe à la mise en oeuvre de 7 labs urbains (Malmö, Timisoara, Helsinki, Skania, Madrid, Kosice Sant Boi) afin d’expérimenter de nouveaux modes de prise de décision et des formes de gouvernances plus partagées entre habitants et acteurs du territoire et collectivités. La compréhension des communs apparaît là aussi très diverse, ce qui avait été un peu sous estimé au début du projet: En Suède, approche très large de la notion de communs : parfois très proche de dynamiques très entrepreneuriales à la différence de Timisoara où l’approche est plus "militante". L’objectif général est de produire des recommandations, du plaidoyer, mais aussi de l’expérimentation, mais pour l’heure celui-ci n’est est qu’à ses débuts.

Transformer la posture de financeurs dans une approche en communs. La Fondation européenne de la Culture a également participé, en 2016, à la création d’un fond pensé et mis en oeuvre de manière collaborative entre une communauté et un groupe de financeur. FundAction ainsi a été pensé par une communauté de 150 activistes européens et un groupe de 4 Fondations (Guerilla, European cultural, Charles Léopold Mayer et Soros Foundation). Ils ont défini ensemble des valeurs et objectifs, une gouvernance, mode de discussion et de décision commun. Le fond propose aujourd’hui trois types de bourses: Resist (une sorte de fond d’urgence), Rethink (Projets d’échanges et de construction de capacité), Renew (des projets de transformation systémique)

**Université d'Amsterdam/
PhD on Urban Commons**

Joachim Meerkerk

**#Collaborativemanagement
#**



“Construire une méthodologie de gouvernance collaborative”

Joachim a travaillé à Pakhuis de Zwiger. Il y a 2 ans, il a eu l'opportunité de faire un **doctorat sur les communs urbains**, et donc d'avoir un regard plus réflexif sur les commoners qu'il côtoyait auparavant.

Il a développé un **modèle** qui permet d'analyser les méthodes de gouvernance collaborative entre différentes parties prenantes (entrepreneurs, acteur public, habitants, etc). Son travail est en cours mais il prévoit de publier des premiers travaux dès 2020.

Deux exemples d'application sur lequel il travaille:

- Le système de gestion des déchets dans un marché
- Une rue touristique et marchande du centre historique

La municipalité expérimente un **cadre juridique qui organise et facilite la prise d'initiative citoyenne** dans des projets sous forme de "communs". Elle s'inspire du *Localism Act* de 2011 en Angleterre mais n'a pas été traduite dans le droit public hollandais.

Dans ce *Localism Act*, on a 4 droits principaux pour les citoyens:

-*Right to challenge* : une communauté peut demander à assurer un service elle-même si elle est en capacité de le faire mieux que la collectivité, dans ce cas la collectivité doit lui verser le budget alloué à ce service

-*Right to build* (start construction)

-*Right to plan* (ask the government to participate to planning)

-*Right to bid* (droit de faire une offre dans les 9 mois qui suivent)